



COLOMBIE

Paramilitaires : des «Aigles noirs» prêts à fondre sur la presse

Mai 2007

Enquête : **Benoît Hervieu - Fabiola León Posada**

Reporters sans frontières - Bureau Amériques

5, rue Geoffroy Marie - 75009 Paris

Tél : (33) 1 44 83 84 84 - Fax : (33) 1 45 23 11 51

E-mail : ameriques@rsf.org

Web : www.rsf.org

Colombie :

Paramilitaires : des «Aigles noirs» prêts à fondre sur la presse

Ils se déclinent sous plusieurs noms de code, noms d'emprunt ou marques de fabriques. «Autodéfenses unies de Colombie» (AUC) ou «Autodéfenses Colombie libre, table nationale unifiée», un jour. «Front démocratique Colombie libre» ou «Front social pour la paix», un autre. Quand ils annoncent clairement la couleur, ils se font appeler les «Aigles noirs» et se rendent coupables d'assassinats ou de menaces ciblés contre des paysans, des syndicalistes, des militants des droits de l'homme, des journalistes, et parfois d'anciens compagnons d'armes.

Officiellement démobilisés entre mars 2003 et mars 2006, les quelque 30 000 paramilitaires colombiens, recrutés à partir des années 1980 pour faire pièce aux guérillas d'extrême gauche, sont très loin d'avoir désarmé et d'avoir mis fin à leurs activités criminelles. Trois ans de négociation avec le gouvernement du président Alvaro Uribe n'auront permis de réinsérer qu'une infime minorité de ces professionnels de la guerre, pour beaucoup reconvertis dans le narcotrafic ou dans le meurtre sous contrat. La loi Justice et Paix, adoptée le 21 juillet 2005, leur garantit la quasi-impunité. Les audiences judiciaires au cours desquelles certains (si peu) confessent leurs exactions se déroulent sans confrontation directe avec les victimes. Surtout, les estimations - tant officielles que provenant des organisations de défense des droits de l'homme - évaluent entre 5 000 et 8 000 le nombre de paramilitaires, répartis en 22 groupes, toujours en activité ou «reconstitués» dans une douzaine de départements. Prédateurs de la liberté de la presse, ces prétendus «démobilisés» ont assassiné, en 2006, deux journalistes et en ont contraint une dizaine d'autres à fuir leur région, dont la moitié à l'issue d'une campagne de terreur des «Aigles noirs» contre les médias en septembre et octobre derniers, dans les départements du nord côtier de Córdoba, Sucre et Bolívar.

Le remède de la démobilisation est-il devenu pire que le mal du paramilitarisme qu'il était censé guérir ? La Colombie et sa presse retournent encore la question, à l'heure où le pays vient de découvrir 3 700 charniers et où le gouvernement Uribe est publiquement mis en cause pour ses liens avec le paramilitarisme.

A l'occasion de la remise du Prix mondial de la liberté de la presse de l'Unesco à Medellín, le 3 mai dernier, Reporters sans frontières a mené une mission en Colombie du 28 avril au 5 mai. Tentant de mesurer l'impact réel de la démobilisation des paramilitaires sur l'activité et la sécurité des journalistes, l'organisation s'est déplacée, outre Medellín, à Bogotá et à Montería, capitale du département de Córdoba et vivier historique du paramilitarisme. Elle a recueilli les témoignages de journalistes - locaux ou nationaux, en activité ou exilés -, d'hommes politiques, d'élus, de fonctionnaires et de représentants d'organisations de défense de la liberté de la presse et des droits de l'homme. Loin de démêler complètement la situation d'un pays en guerre, cette mission aura au moins permis de pointer les effets pervers du processus de démobilisation, le clivage entre les presses nationale et locale dans le traitement du conflit armé et les faibles moyens de protection dont bénéficient les journalistes menacés. Pour d'évidentes raisons de sécurité, les journalistes locaux ont accepté de témoigner sous couvert d'anonymat.

En consacrant ce rapport aux paramilitaires, Reporters sans frontières n'occulte en rien la lourde responsabilité de la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) dans les attaques contre les journalistes. L'organisation considère ces derniers comme des prédateurs de la liberté de la presse, au même titre que les milices des Autodéfenses unies de Colombie et autres groupes issus du paramilitarisme. Ainsi, dans le courant du mois de mars 2007, Germán Hernández Vera, directeur de la rédaction du quotidien *Diario del Huila* à Neiva (Sud-Ouest) a été obligé de quitter sa région à la suite de menaces répétées attribuées à la guérilla. Le 22 mars dernier, les FARC ont dynamité le siège de la station locale *HJ Doble K*, faisant dix blessés. Deux semaines auparavant, le directeur de l'information de *Radio Caracol*, Darío Arizmendi Posada, a dû quitter le pays après avoir reçu des menaces de mort provenant de la guérilla. Les FARC s'étaient également illustrées par une campagne de sabotage de plusieurs antennes de radio et de télévision, au premier trimestre de l'année 2005, dans les départements du Sud-Ouest.

Un État dans l'État



Salvatore Mancuso

«Ici, c'est la maison de M. Salvatore Mancuso. Là-bas, en haut, c'est l'appartement de M. Carlos Castaño, et juste en dessous, c'était celui de M. Andres Angarita jusqu'à son assassinat à Medellín. Ils ont été utiles ces messieurs, mais ça a vite dégénéré». Une pointe de nostalgie inattendue traverse le récit de ce chauffeur de taxi de Montería. L'homme cite les célébrités du paramilitarisme colombien comme s'il s'agissait de ses voisins. Il évoque même sans trop ciller ces «Aigles noirs», qui refont parler d'eux «depuis quelque temps». Mais pas question de parler trop fort de «paramilitaires», encore moins de «paracos» (terme péjoratif), ni même de «démobilisés». Car «ils» ne sont pas loin. Près de 5 000 dans ce département caribéen du nord de la Colombie, où les Autodéfenses unies de Colombie (AUC) avaient été recrutées à l'origine par les planteurs de café ou de coton, avec l'appui des autorités, pour repousser les incursions de la guérilla.

«Le tournant s'est situé après l'assassinat, en 1985, d'Ernesto Rojas, chef historique de l'Armée populaire de libération [EPL, mouvement de guérilla disparu en 1991 - ndlr]», explique José Francisco García Calume, député local conservateur et président de la Commission départementale de paix. «Une fois leurs objectifs militaires atteints, les AUC, qui venaient d'acquérir une vraie structure militaire, se sont lancées dans la politique et, parallèlement, dans le narcotrafic. Les unités se sont mises à rançonner les municipalités et à se constituer en réseaux de trafiquants, mais aussi à investir dans les secteurs de l'agriculture, de la construction et même de la santé. On peut donc parler d'un État dans l'État.» Et c'est d'ailleurs pour avoir voulu dénoncer les liens entre le directeur de la santé publique municipale, Manuel Troncoso, beau-frère de Salvatore Mancuso, avec les paramilitaires, que le démobilisé du Blocue Córdoba, Andres Angarita, a été abattu à Medellín, au début du mois d'avril dernier.

Ancêtres des «Aigles noirs», des armées paral-

èles comme les «Tangueros» ou les «Mochacabezas» (littéralement «coupeurs de tête»), emmenées par les frères Fidel et Carlos Castaño, se sont partagé le territoire de Córdoba au prix de massacres, d'expropriations et de déplacements forcés de paysans. La population de Montería a grossi de 30 000 déplacés pour atteindre aujourd'hui les 350 000 habitants. A la fin des années 80, la répression contre les opposants politiques, soupçonnés de sympathie pour la guérilla, a fait deux morts dans les rangs de la presse locale. Oswaldo Regino Pérez, journaliste indépendant, collaborateur du quotidien *El Universal* de Cartagena, a été exécuté sur la route de Medellín en 1988.

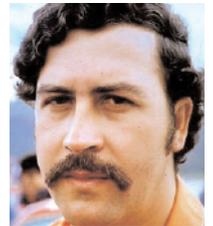


Carlos Castaño



Luis Carlos Galán

Un an plus tard, c'est au tour de William Bender, animateur de deux programmes sur la radio *Voz de Montería*, d'être tué, après avoir dénoncé l'implication conjointe du paramilitarisme et du narcotrafic dans l'assassinat, le 18 août de cette année-là, de Luis Carlos Galán, héraut du Parti libéral donné vainqueur à l'élection présidentielle de 1990. «C'est ainsi que Montería est devenu l'un des épicycles de la répression des paramilitaires contre la presse. Ces deux crimes sont, en effet, emblématiques.



Pablo Escobar

L'assassinat d'Oswaldo Regino Pérez a mis en évidence les collusions entre l'armée, ici la Brigade 11, qui l'avait listé comme «subversif», et les paramilitaires. Et l'assassinat de William Bender a révélé les convergences directes entre le paramilitarisme et le narcotrafic, en particulier le cartel de Medellín de Pablo Escobar», explique un journaliste d'une radio locale, lui-même victime d'un attentat des paramilitaires en 1988 et aujourd'hui revenu à Montería après des années d'exil à Bogotá. «Le problème, ici, c'est que les paramilitaires, tout en devenant l'une des premières puissances économiques régionales, sinon la première, ont réussi à se vendre comme les vainqueurs de la guérilla pour mieux rendre la presse inaudible.» Et gare aux récalcitrants.

L'assassinat d'un franc-tireur



Gustavo Rojas Gabalo

La haine du paramilitaire pour la presse a resurgi dans toute sa violence, le 4 février 2006, avec l'attentat par balles contre l'un des chroniqueurs vedettes de *Radio Panzenú*, l'une des trois radios locales, Gustavo Rojas Gabalo alias «El Gaba». Rondouillard, gouailleur, insolent à l'antenne, «El Gaba» prenait un verre avec un ami dans le secteur sud de Montería lorsque l'alarme de sa voiture a été activée à deux reprises. Alors qu'il se déplaçait en direction de son véhicule, deux individus à moto ont ouvert le feu, l'atteignant à la tête et à la clavicule. Plongé dans le coma, le journaliste est décédé après 44 jours d'hospitalisation dans une clinique de Medellín. Trois des quatre assassins présumés ont été arrêtés, le 1er avril suivant : Ramiro Antonio Berrio alias «El Guajiro», Santiago Luna Primera dit «El Negro», et Manuel Pérez Jiménez dit «El Pambe». Les trois hommes sont actuellement emprisonnés mais pour une autre affaire. ««El Negro» est le frère d'un conseiller du département voisin de Bolívar, lequel a fait pression sur les témoins, qui ont changé leur version des faits. Du coup, la justice a abandonné les poursuites et les médias n'ont jamais pu suivre le développement de l'affaire», souligne une journaliste de la presse écrite qui a tenté d'enquêter. Quant au quatrième complice, connu sous le nom de «Fuego Verde» et identifié comme l'auteur des coups de feu contre «El Gaba», il a été liquidé le 19 mars 2007.

Véritable traumatisme pour la presse de Montería et exemple criant d'impunité, l'assassinat d'«El Gaba» continue, plus d'un an après, à alimenter les hypothèses. Selon un journaliste de *Radio Panzenú*, il s'agit d'un «crime politique». «El Gaba n'enquêtait pas. Il dénonçait avec son franc-parler la corruption des élus. Ses diatribes pouvaient gêner des carrières, en particulier celle de Manuel Prada, très proche des AUC et candidat au poste de gouverneur du département de Córdoba. Comme par hasard, la mort d'«El Gaba» est intervenue à la veille des élections de mai 2006 et au moment où le processus de démobilisation des paramilitaires était en cours d'achèvement.» La fille de la victime, Eryln Rojas, avance une autre explication

avec la plus grande prudence : «En février, le sénateur du Pôle démocratique (gauche), Gustavo Petro, a dénoncé les liens entre près de 2 000 personnes proches du président Uribe et les paramilitaires. Il a fait éclater le scandale de la para politique. Le bruit a couru que Salvatore Mancuso aurait lui-même commandité l'assassinat de mon père, et qu'un enregistrement était disponible sur Internet, mais impossible d'accéder à la page web. L'ancien chef des AUC n'aurait pas supporté les réquisitoires de mon père sur ses liens avec Manuel Troncoso, le directeur de la santé publique municipale.»



Gustavo Petro

Distinguant la presse «mendicante», en l'occurrence les petites radios locales, «qui vivent de l'argent public et ne peuvent donc rien dire», et la presse régionale de plus grande envergure, exposée aux représailles, le député José Francisco García Calume dresse une analyse plus globale de l'assassinat de Gustavo Rojas Gabalo et de ses répercussions. Non seulement au sein de la presse, mais pour l'ensemble de la société colombienne. ««El Gaba» a sans doute été l'un des premiers, en tout cas ici, à faire la distinction entre démobilisation et désarmement, s'agissant des paramilitaires. Et c'est cela qu'il a payé de sa vie», a expliqué le parlementaire à l'organisation de défense de la liberté de la presse. Tout en approuvant le processus engagé par un gouvernement qu'il soutient, l'homme en connaît les limites. L'accord de Fátima entre les autorités et les ex-AUC, signé le 3 mai 2004, a abouti à un constat d'échec sur le terrain de la réinsertion. Le texte octroyait pourtant aux chefs paramilitaires deux garanties majeures : pas d'extradition, et pas d'incarcération dans les prisons de sécurité maximale. «Sur les 5 000 paramilitaires démobilisés depuis mars 2006 dans la région, dont un bon tiers se trouve à Montería, seuls 3 % ont trouvé un emploi dans le secteur formel, c'est-à-dire le marché de la sécurité privée, et 17 % dans le secteur informel, c'est-à-dire le transport public improvisé comme les mototaxis. Quant aux autres, ils ont repris leurs activités criminelles, cette fois sans idéologie et à leur compte. Les vengeances internes entre paramilitaires ont fait 150 morts en deux ans rien qu'à Montería», a ajouté le député.

Des journalistes peu soutenus

A la mairie de Montería, où l'on préférerait faire oublier ce genre de bilan, on concède que même les «reconvertis posent des problèmes majeurs d'ordre public». «Il y avait 32 000 mototaxis recensés dans la ville au 31 décembre 2006, dont beaucoup d'anciens paramilitaires mais aussi des enfants de déplacés, victimes de ces derniers. Au mois de février, deux anciens des AUC qui travaillaient dans ce secteur ont été assassinés», explique une fonctionnaire municipale. Jurant, en dépit du contexte, que la liberté de la presse «se porte plutôt bien», la même fustige une «certaine irresponsabilité des médias, qui s'abstiennent de faire des enquêtes de fond et donnent dans la surenchère partisane».

La presse n'est pas tellement plus soutenue au sein de la Défense du peuple (Defensoría del Pueblo), organisme gouvernemental de vigilance contre les atteintes aux droits de l'homme - au pouvoir consultatif -, institué par la loi 24 du 15 décembre 1992. Sa représentante départementale, Julia Rodríguez, en poste depuis novembre dernier, tend elle aussi à minimiser un climat peu propice à la liberté d'expression. «Nous recevons parfois des démobilisés, qui veulent régulariser leur situation administrative, mais ce sont d'abord les victimes qui viennent nous voir. Nous n'avons pas reçu de plaintes de journalistes, même si nous avons exercé une certaine pression sur la justice dans l'affaire "El Gaba". Je crois que la liberté de la presse se porte mieux ici.» Julia Rodríguez admet également que «le processus de démobilisation a eu l'effet pervers d'alimenter la délinquance commune et de permettre à la guérilla de refaire des incursions, sans parler de phénomènes tels que les «Aigles noirs». Elle souligne également que les plaintes restent rares, car «la population n'est pas toujours prise au sérieux par l'armée et la police et craint de dénoncer des faits dont elle est victime». A titre de comparaison, les 2 000 plaintes adressées par des habitants de Montería, victimes du paramilitarisme, à la Commission nationale de réparation et de réconciliation sont moindres que celles adressés aux associations de la société civile, comme le Comfavic (Comité civil des familles victimes, réconciliation et paix, du département de Córdoba), qui défend la cause de 5 000 per-

sonnes. Dans le bureau vétuste de l'un de ses représentants, l'avocat Mario Enrique de Oca Anaya, où une femme se signe en entendant les mots «Aigles noirs», on dénombre près de 2 700 dénonciations de violations des droits de l'homme, dont 1 300 concernent l'armée, la police et le Département administratif de sécurité (DAS - service de renseignements). «Dans le département, 80 % des homicides sont attribués aux paramilitaires et en une semaine, les «Aigles noirs» ont même réussi à recruter 60 jeunes issus de familles déplacées», constate l'avocat.

L'autocensure n'a pas diminué

«Dire que les paramilitaires parlent aujourd'hui de "justice", de "paix" et même de "respect de l'environnement"... A ce train-là, la population va finir par les croire et nous ne pourrions vraiment plus parler de rien», a expliqué un journaliste de radio à Reporters sans frontières. Directrice de la rédaction locale du quotidien *El Universal*, qui mobilise sept journalistes, Nidia Serrano abonde : «Le plus terrible ici, c'est que toute l'activité économique, politique ou judiciaire est de près ou de loin liée aux paramilitaires. Même en s'emparant du sujet le plus neutre et apparemment le moins risqué, vous ne savez pas si vous n'êtes pas en train de parler d'eux.» La presse départementale de Córdoba se décline en deux quotidiens - l'édition de *El Universal* de Cartagena et *El Meridiano de Córdoba* (que d'aucuns soupçonnent d'être contrôlé par Salvatore Mancuso) -, trois radios - *Radio Panzenú*, *Voz de Montería* et la station catholique *Frecuencia Bolivariana* qui ne consacre que deux heures quotidiennes à l'information, contre neuf heures en moyennes pour les deux autres -, et trois chaînes de télévision - *NotiCórdoba*, *Nortevisión* et *Telecinco*. Ces médias, auxquels il faut ajouter 22 radios communautaires, couvrent un total de 28 municipalités. Partout, la ligne éditoriale se plie à la loi du silence, a fortiori quand les balles sifflent. «La peur a peut-être diminué depuis la démobilisation mais certainement pas l'autocensure», ironise un journaliste de radio. «De toute façon, il est impossible d'avoir d'autres informations qu'officielles tant nos sources personnelles courent de risques si nous enquêtons. Alors, nous attendons que l'information vienne d'eux pour la relayer.»



Diego Fernando Murillo Bejarano

Un exemple. Le 11 avril 2005, un député départemental du Parti libéral, Orlando Benitez Palencia, décide de se rendre dans la municipalité de Valencia, où les AUC ont d'ailleurs fondé l'école «Fidel Castaño». Par sécurité, il a pris soin de prévenir Salvatore Mancuso. Mais un autre chef paramilitaire, Diego Fernando Murillo Bejarano dit «Don Berna», considère que la localité fait partie de sa zone. Incarnation du paramilitarisme mafieux voué au narcotrafic, Don Berna fait exécuter le député devant la finca (petite propriété agraire) de son rival Mancuso. Placé en résidence surveillée depuis le 27 mai 2005, Don Berna jouit aujourd'hui d'une retraite confortable en échange de sa collaboration au processus de démobilisation. «Tout le monde savait qui avait fait quoi et pour quels motifs. La population la première. Nous avons des informations parfaitement connues de notre public. Mais il a fallu que le quotidien national *El Tiempo* les sortent deux jours après pour que nous les rendions publiques à notre tour ! Comme ça, nous sommes à l'abri des menaces. Mais imaginez que l'opinion sait déjà ce que nous n'osons même pas diffuser ou publier», se désole un journaliste. Le correspondant d'un quotidien basé dans une autre région abonde : «Pas besoin de censure interne. La menace externe fonctionne à plein. Les "paracos" commencent toujours par menacer l'entourage d'un journaliste pour qu'il n'aille pas plus loin dans une enquête. Comme je veux éviter les sources anonymes, je reprends les communiqués officiels. L'autre solution, quand l'affaire prend de l'ampleur, est d'envoyer un journaliste du siège dans le département pour protéger son correspondant comme le fait la presse nationale depuis longtemps.» Le même journaliste, auquel certains ex-AUC ont accepté de se confier, craint néanmoins que la situation de la presse locale ne devienne encore plus pesante dans les mois qui viennent. «Rien de conséquent n'a été prévu pour réinsérer les paramilitaires dans la société. A partir de décembre 2007, les démobilisés ne percevront plus l'aide financière gouvernementale [8 millions de pesos soit environ 3 000 euros - ndr] octroyée en échange de leur démobilisation. Alors que se passera-t-il après ?»

Un exemple. Le 11 avril 2005, un député départemental du Parti libéral, Orlando Benitez Palencia, décide de se rendre dans la municipalité de Valencia, où les AUC ont d'ailleurs fondé l'école «Fidel Castaño». Par

Vers une «légalisation» des paramilitaires

Au plan national, le constat se fait encore plus alarmiste et certains n'hésitent pas à assimiler les trois ans du processus de démobilisation, ponctués par le vote de la loi Justice et Paix, à une véritable «légalisation» du paramilitarisme. C'est notamment l'avis de Camilo Tamayo et Teófilo Vásquez, respectivement journaliste et sociologue rattachés au Centre d'investigation et d'éducation populaire (CINEP), un organisme spécialisé dans l'information sur la violence politique, fondé à la fin des années 60 par les jésuites et basé à Bogotá. Pour les deux hommes, la réapparition de groupes comme les «Aigles noirs», en octobre 2006, et les nombreuses dérives liées à la démobilisation ne sont pas vraiment des surprises. «A son arrivée au pouvoir en 2002, Alvaro Uribe s'est donné pour objectif de mettre la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) en déroute au bout



Alvaro Uribe



Raúl Reyes, FARC

d'un an. Or, la structure militaire des FARC est restée intacte et un seul de leurs chefs, Simon Trinidad, a été capturé et extradé pour ses liens avec le narcotrafic. L'échec dans la lutte contre les FARC

explique en partie la faiblesse du processus de démobilisation. Quand les AUC s'en vont, la guérilla revient. L'autre raison est que le gouvernement a négligé complètement les interférences entre paramilitarisme et narcotrafic. Dès lors, le processus de démobilisation a abouti au fractionnement des anciens AUC en deux camps : les pro-narcos et les autres. Et c'est malheureusement la première tendance qui l'a emporté, avec des gens comme «Don Berna».

D'où la forte présence de groupes reconstitués comme les «Aigles noirs» dans le «triangle du narcotrafic» : les départements de Nariño et du Valle del Cauca, où est produite 60 % de la cocaïne colombienne et les lieux d'exportation de la marchandise que sont les départements de la côte caraïbe et ceux frontaliers du Venezuela.

Tout aussi sévère, le sénateur libéral Juan Manuel Galán, fils de Luis Carlos Galán, homme politique assassiné en 1989, voit dans la «démobilisation» une «douloureuse répétition de l'histoire colombienne». «Le processus de démobilisation a laissé de côté la question centrale du narcotrafic, dont les exportations n'ont jamais été aussi élevées. Il a également créé l'impunité avec la loi Justice et Paix, qui ne prévoit que cinq à huit ans de prison pour les crimes les plus graves. Pour bénéficier des indulgences de cette loi, des narcotrafiquants se sont même déclarés paramilitaires ! Quant aux narco-paramilitaires comme "Don Berna", le pouvoir s'en est directement servi pour pacifier une ville comme Medellín et se débarrasser du cartel dirigé par Pablo Escobar. C'est de cette manière que les chefs paramilitaires ont obtenu que le gouvernement ne les extrade pas. Aujourd'hui, les démobilisés peuvent mettre en cause une administration qui a compté avec eux et sur eux. Ces gens se tiennent par un chantage mutuel.» Au CINEP, on dit comprendre «mieux pourquoi les Etats-Unis, mécontents des résultats en matière de narcotrafic, se sont tenus à distance du processus de démobilisation.» Et pourquoi le Congrès américain, à majorité démocrate, bloque désormais les fonds fédéraux destinés à l'armée colombienne dans sa lutte contre le narcotrafic...

Un accès verrouillé à l'information judiciaire

Longtemps connue pour son cartel, Medellín, deuxième ville du pays et capitale du département d'Antioquia, est aujourd'hui le théâtre d'un autre grand raté de la démobilisation dont les médias sont parmi les premiers à pâtir : son volet judiciaire. Le département concentre à lui seul environ 30 % des anciens AUC. Dans une moindre mesure que Montería, en raison de la forte présence de médias nationaux, les médias régionaux - citons notamment le quotidien *El Colombiano* ou la chaîne *Teleantioquia* - ont le plus grand mal à assurer une couverture régulière du conflit armé ou de ses «à-côtés». Il y va bien sûr, de la sécurité des quelque 400 journalistes, photographes ou cameramen recensés localement. Ceux de la presse écrite évitent de signer leurs articles. Mais il y va aussi de l'impossibilité physique d'accéder aux audiences

judiciaires - à défaut de procès - des démobilisés.

«En septembre 2006, la Cour constitutionnelle avait rendu un arrêt sur le caractère public de ces audiences, qui permettraient de comprendre précisément ce qu'a été le phénomène du paramilitarisme, l'ampleur de son bilan humain et qui sait, d'entamer un processus de réconciliation.», a rappelé une journaliste de Medellín. «Or, les paramilitaires ont opposé une pétition à cet arrêt et le parquet nous empêche d'y accéder. Les magistrats invoquent également ce que le code pénal colombien appelle la "reserva sumarial", c'est-à-dire la possibilité de ne pas communiquer sur une procédure en cours, pour jeter le voile sur ces audiences où les paramilitaires ne sont d'ailleurs pas confrontés directement à leurs victimes, installées dans une salle à part et obligées de suivre les débats sur écran vidéo. C'est aussi un moyen d'empêcher les victimes de trop parler et il est interdit de prendre des notes ou d'enregistrer.» En fait d'accès aux audiences, comme le confient plusieurs journalistes paisas (noms donnés aux habitants d'Antioquia), un seul photographe et un seul cameraman peuvent entrer dans le bâtiment au moment où l'audience se met en place. «A 8 h 30, les magistrats s'installent et les acteurs de l'audience arrivent. Le cameraman et le photographe disposent alors de trois quarts d'heure pour prendre des photos et des images pour tous leurs confrères. A 9 h 15, on les fait partir», a expliqué à Reporters sans frontières un journaliste de l'audiovisuel.

Compte tenu du cloisonnement extrême de ces audiences, l'information devient difficilement vérifiable. «Nous sommes souvent condamnés à devenir les ventilateurs de la rumeur», s'est plaint un autre journaliste régional. Par exemple, nous n'avons pas pu confirmer une fuite sur l'implication d'un général et du Département administratif de sécurité [service de renseignements - ndlr] dans l'assassinat du sénateur Luis Carlos Galán. De la même manière, nous avons dû rectifier en catastrophe une information non confirmée sur la responsabilité d'un chef paramilitaire surnommé "Macaco" dans l'exécution de José Emeterio Rivas.» Assassiné le 6 avril 2004, le journaliste de la station *Calor Estéreo* avait dénoncé peu de temps avant sa mort les accointances entre la municipalité de Barrancabermeja (nord de Bogotá) et les paramilitaires.

La description des journalistes locaux ne recoupe pas tout à fait celle d'Alvaro Sierra, directeur des pages opinions du quotidien *El Tiempo*, longtemps spécialisé dans la couverture du conflit armé. «On ne peut pas dire qu'il n'y ait aucun accès aux audiences des paramilitaires. Sous le manteau, l'information circule entre les magistrats et les médias. Mais il est vrai qu'il s'agit des médias nationaux. Appartenir à *El Tiempo* ou à l'une des deux grandes chaînes privées concurrentes, *Radio Caracol* et *RCN*, constitue en soi une protection. Quant à la "reserva sumarial" des juges, elle concerne, en effet, beaucoup moins les médias nationaux que les médias régionaux.»

Une stigmatisation des médias critiques envers le pouvoir

L'institution, le 3 mai 2007, d'une Fédération nationale des journalistes colombiens, regroupant 1 000 professionnels issus de 24 organisations régionales, ne suffira sans doute pas à résorber l'important clivage qui divise la presse du pays. Un clivage non seulement professionnel et territorial, mais aussi idéologique. Elu en 2002 sur un programme sécuritaire, réélu dès le premier tour à un second mandat en mai 2006, le président de la République, Alvaro Uribe, a longtemps fait la quasi-unanimité grâce à un recul de la délinquance ordinaire. «Le nombre d'homicides à Antioquia est passé de 9 000 en 2001 à 3 000 en 2006», a souligné le gouverneur du département, Aníbal Gaviria Correa - dont le frère a été assassiné par les FARC -, en clôture de la Journée mondiale de la liberté de la presse, le 4 mai dernier. La ville de Medellín a également été l'une des rares à proposer aux démobilisés des solutions d'accompagnement et de reconversion. La liberté de la presse y a gagné, aux yeux du vice-président Francisco Santos Calderón, également présent à Medellín, qui a rappelé que «jusqu'en 2002, la presse colombienne comptait, en moyenne, douze tués par an, contre deux en 2006 et aucun depuis le début de l'année 2007. Le rétablissement de l'ordre public a permis de réduire un sinistre bilan, même si les groupes armés illégaux représentent toujours la première menace pour les journalistes.»

Le discours ne convainc pas tout le monde, sur-

tout chez les intéressés. «On peut admettre que la sécurité au quotidien a progressé, mais pas au point d'effacer le conflit armé. Ce que le gouvernement a tendance à faire croire», modère un journaliste de la presse nationale. L'écho dans la presse sur les liens entre l'administration et la famille Uribe et les paramilitaires, dénoncés par le sénateur d'opposition Gustavo Petro, a nettement refroidi les relations, déjà complexes, entre les médias et la présidence. Trois jours après la parution d'un article à ce sujet, Alvaro Uribe a refusé, le 26 avril, de convier la presse écrite à s'entretenir avec lui à la Casa de Nariño (siège de la présidence).

Il y a plus grave. Nombreux sont les journalistes à se plaindre du «manque de pluralisme éditorial» des grands médias et de «l'instrumentalisation de ces derniers par le pouvoir». «Il n'y avait



Hollman Morris

pas une telle stigmatisation des médias critiques envers le gouvernement avant la présidence d'Alvaro Uribe», assure Hollman Morris, spécialiste du conflit armé et producteur du programme «Contravía» sur la chaîne

publique *Canal Uno*. Dans le collimateur du Président, le journaliste, ainsi que ses collègues Carlos Lozano, directeur de l'hebdomadaire communiste *Voz*, ou Daniel Coronell (aujourd'hui en exil), président de *Noticias Uno* - une maison de production spécialisée dans les reportages et les émissions d'actualité - ont reçu des menaces



Carlos Lozano



Daniel Coronell

attribuées aux services de renseignements militaires. Hollman Morris a été lui-même présenté, à la fin de l'année 2005, comme un «porte-parole des FARC» dans une vidéo signée d'un mystérieux Front social pour la paix, une émanation des paramilitaires. Il compte également parmi les per-

sonnes placées sur écoutes sauvages pendant deux ans par les services de renseignements de la police (Dipol), un vaste scandale dénoncé par le ministre de la Défense en personne, Juan Manuel Santos, le 13 mai 2007.

A *Noticias Uno*, dont les programmes sont également diffusés sur *Canal Uno*, les journalistes fustigent «le silence des autorités sur ces scandales, à commencer par celui de la parapolitique, qui a tout de même abouti, à la fin de l'année 2006, à l'incarcération de 13 parlementaires nationaux, de 22 députés locaux, à la démission de deux ministres et du directeur du DAS et à l'ouverture de procédures judiciaires contre cinq gouverneurs de départements [de la côte caraïbe, ndlr], tous des soutiens d'Uribe».

Les grands groupes de médias trop proches du gouvernement ?

«Entre 1998 et 2001, 35 entreprises privées qui se partageaient les fréquences, concédées par l'État, ont fait faillite», a expliqué à Reporters sans frontières Jaime Honorio González, directeur de *Noticias Uno*. «Cette situation a abouti à une refonte totale de l'espace télévisuel national et à un resserrement des tranches dédiées à l'information. Deux grandes chaînes privées disposent aujourd'hui de 80 % de l'audience, et *Canal Uno*, du maigre reste. La possibilité de traiter d'informations sensibles, voire compromettantes pour les autorités, est réduite au minimum.» Un collègue persifle : «Alvaro Uribe a bâti sa carrière avec l'appui des paramilitaires lorsqu'il était gouverneur d'Antioquia et maire de Medellín. Il déteste que les médias le lui rappellent, mais il a aussi des relations dans le secteur de la communication. Du temps de ses mandats locaux, il était administrateur du groupe *Comunica S.A.* et signait des éditoriaux dans *El Colombiano*.»

Du côté des grands médias privés, on ne goûte guère les accusations d'attitudes «progouvernementales», de «soumission» ou de «népotisme». «Tout le monde sait que le quotidien *El Tiempo* est codirigé par les deux cousins Rafael et Enrique Santos. Tout le monde sait aussi que le premier est le frère du vice-président et l'autre le frère du ministre de la Défense. Il peut y avoir un conflit d'intérêts, mais il est faux de dire que le journal est contrôlé.», réplique Alvaro Sierra d'*El Tiempo*. Un journaliste du même quotidien reconnaît tout de même la «gêne à faire passer certaines informations délicates».

Au sein des deux grands médias audiovisuels, *Caracol* (propriété du holding Santo Domingo) et *RCN* (propriété du groupe industriel Ardila Lulle qui détient notamment la compagnie aérienne Avianca), on se défend tout autant d'être «Uribiste». Codirecteur des informations de *Caracol Televisión*, Darío Fernando Patiño entend donner des gages d'indépendance : «Quand le Président parle, nous vérifions qu'il n'a pas dit le contraire l'an dernier ! Nous n'avons même pas réalisé d'interview exclusive avec lui depuis sa réélection. De même, nous refusons que les forces de l'ordre nous accompagnent lors de reportages en région et nous subissons une énorme pression d'élus ou de magistrats lorsque nous traitons d'affaires de corruption.» Forte de 70 journalistes à son siège de Bogotá et de 32 correspondants régionaux, la chaîne, surnommée «Paracol» par ses détracteurs, invoque les mêmes problèmes que les autres médias pour traiter du paramilitarisme. «Il est quasiment impossible d'établir le contact avec les paramilitaires. Ils distillent comme ils veulent une information invérifiable et jamais validée par la justice», poursuit Darío Fernando Patiño, qui se prévaut aussi d'une ligne éditoriale «citoyenne». «Nous avons pour principe de ne jamais donner la parole aux acteurs du conflit armé s'ils ne sont pas dans une logique de paix avec le gouvernement. Nous pouvons le



Nicolas Rodríguez
Bautista, ELN

faire avec un démobilisé des AUC ou avec un guérillero de l'Armée de libération nationale (ELN), qui est actuellement en pourparlers de paix avec les autorités. D'accord pour une interview avec les FARC s'ils libèrent un otage. Pas

pour faire de la propagande», a insisté ce haut responsable de la chaîne auprès de Reporters sans frontières.

Toujours à Bogotá, lotie dans une véritable forteresse depuis un attentat des FARC à la roquette en 2002, la chaîne *RCN* rassemble une centaine de journalistes, dont la moitié au siège, et consacre environ 35 % de sa programmation à l'information. Jorge Medina Moreno, producteur exécutif, explique : «Chaque édition dispose d'une large autonomie et nous préférons développer une information plus «légère», sur la santé et l'éducation par exemple, le matin ou en milieu de journée. Les sujets plus politiques

sont regroupés dans les éditions du soir.» Quant à la couverture du conflit armé, elle se pose moins en termes de choix que de contraintes, et surtout d'obstacles : «D'une part, le format télévisuel laisse peu de temps, et d'argent, à une investigation fouillée que requièrent des sujets comme la démobilisation des AUC, ou les négociations avec la guérilla de l'Armée de libération nationale (ELN), où la présidence est un peu une source obligée. Nous n'avons pas eu l'autorisation d'assister aux audiences de paramilitaires. En revanche, nous avons été les seuls à couvrir les négociations entre l'ELN et le gouvernement à Cuba. Ensuite, la menace constante contre nos correspondants régionaux nous oblige à nous "simplifier la vie". L'insécurité ne permet pas une réelle liberté de la presse. Trois de nos journalistes ont dû s'exiler au cours des dernières années en raison des risques et actuellement, notre directeur, Alvaro García, et une autre consœur bénéficient d'une protection particulière.» D'après Jorge Medina Moreno, les menaces actuelles contre la chaîne viendraient plutôt de la délinquance de droit commun et apparaissent liées au programme bihebdomadaire «Caza noticias» («chasse aux nouvelles») où les téléspectateurs se livrent à des dénonciations à l'antenne pendant trois minutes. La direction de la chaîne envisage une programmation quotidienne de «Caza noticias», vu les records d'audience.

Une inégale protection des journalistes

Si les grands médias peuvent s'offrir les services d'une sécurité privée coûteuse, les autres doivent compter sur l'appui, très aléatoire, des autorités.

Venus d'Antioquia, du Norte de Santander (Nord-Est), de Tolima (Centre), du Huila (Sud-Ouest) ou encore de la côte atlantique, réunis à l'initiative de la Fondation pour la liberté de la presse (FLIP - organisation partenaire de Reporters sans frontières, sise à Bogotá), ils ont dû trouver refuge dans la capitale après avoir essuyé les menaces et les attentats des groupes armés ou de certaines autorités locales peu scrupuleuses. Ces journalistes de province ont eu le seul tort d'informer sur la situation des droits de l'homme ou le conflit armé dans leur région, avant d'essayer, ici, une tentative d'as-

sassinat par des paramilitaires, là, des représailles des FARC. D'autres ont appris avoir été victimes de filatures du DAS ou pire, de faire l'objet d'enquêtes de ce dernier avec la complicité d'AUC «démobilisés». Tous se disent «paralysés» et condamnés à une forme de clandestinité. Ils n'osent se faire connaître par manque de confiance envers les autorités, mais savent aussi qu'ils ne pourront réapparaître vraiment qu'au prix d'une protection... pas toujours fiable. La tâche d'organisations de défense de la liberté de la presse comme la FLIP ou Medios para la paz, spécialisé dans la formation, s'est encore compliquée à l'issue de la démobilisation quand le Front social pour la paix, organisations paramilitaire a, à plusieurs reprises, menacé 28 ONG - dont les deux citées - au cours du second semestre de l'année 2006.

Au Groupe des droits de l'homme (GRUDH) de la police nationale, réparti en 64 bureaux dans le pays dont un central à Bogotá, un à Medellín et un à Cali, une soixantaine d'affaires de menaces sont signalées chaque semaine et concernent rarement des journalistes. Les moyens d'enquête sont réduits, de l'aveu même de la direction. A ce jour, cinq professionnels des médias colombiens bénéficient du programme de protection (localisation permanente de l'individu menacé et rondes de surveillance) de l'Organisation des États américains (OEA) dont le GRUDH de la police doit garantir la bonne application «selon l'estimation des risques» : trois dans le département du Norte de Santander, un dans celui du César (Extrême Nord) et un à Bogotá. Un véhicule du ministère de l'Intérieur et de la Justice a par ailleurs été prêté à un journaliste dans le département d'Arauca (Est).

Mais tout le monde n'a pas non plus les moyens de s'exiler. Le représentant d'une association de soutien aux médias communautaires ironise : «Pour les petits médias, surtout communautaires [environ 700 légalisés dans le pays - ndlr], l'alternative est s'exposer ou passer sous la coupe des groupes armés. Là au moins, la protection est garantie !»

Recommandations

De façon générale, la baisse de la délinquance en Colombie a effectivement contribué à une réduction du nombre de journalistes assassinés

Colombie :

Paramilitaires : des «Aigles noirs» prêts à fondre sur la presse

chaque année dans le pays. Néanmoins, Reporters sans frontières constate que la situation de la liberté de la presse et de la liberté d'expression reste préoccupante. D'une part, les assassinats de journalistes ont également diminué en raison de l'exil des professionnels de médias locaux à la première menace dirigée contre eux. Ensuite, ces menaces et attaques contre la presse continuent d'émaner en premier lieu des groupes armés, en tête desquels les paramilitaires dont la démobilisation n'a abouti ni à leur désarmement, ni à leur réinsertion dans la société civile. D'autre part, les inégalités entre médias nationaux et locaux se sont aggravées non seulement dans la capacité à traiter du conflit armé mais aussi dans l'accès à l'information publique. Enfin, les journalistes ne bénéficient pas non plus d'une égale protection devant le danger.

En conséquence, Reporters sans frontières recommande :

- que le processus de démobilisation des groupes armés soit reconduit dans le sens d'un réel désarmement de ces derniers, et d'une réinsertion de leurs membres dans la société ;
- qu'en accord avec la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), le groupe des droits de l'homme de la police nationale dispose de moyens et d'effectifs conséquents, non seulement pour protéger les journalistes, mais également pour enquêter sur l'origine des menaces dont ils sont les cibles ;
- que les médias relayent davantage les atteintes à la liberté de la presse et à la liberté d'expression constatées dans le pays ;
- que la presse puisse accéder sans entraves aux audiences des paramilitaires, dont le caractère public a été établi par la Cour constitutionnelle en septembre 2006 ;
- que les médias les plus importants contribuent au renforcement des structures de représentation et de protection des journalistes, comme la nouvelle Fédération nationale des journalistes colombiens créée le 3 mai 2007 ;
- que toute la lumière soit faite sur le récent scandale des écoutes sauvages, entre autres de journalistes d'opposition, révélé par le ministère de la Défense le 13 mai dernier, quitte à réorganiser la composition et l'activité des services de renseignements.